

Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique

In: Tiers-Monde. 1992, tome 33 n°131. pp. 489-516.

Citer ce document / Cite this document :

Fonseca Germàn. Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique. In: Tiers-Monde. 1992, tome 33 n°131. pp. 489-516.

doi : 10.3406/tiers.1992.4704

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1992_num_33_131_4704

guerre du Golfe n'a été qu'un bref intermède et les accords bilatéraux signés avec la Bolivie (mai 1990) et le Pérou (mai 1991) lient la coopération économique aux politiques antidrogue. Cet aspect fait partie des mesures envisagées dans le cadre de l'« Initiative pour les Amériques » qui autorise le Président Bush — sous réserve de l'approbation par le Congrès — à accorder un traitement préférentiel aux exportations en provenance des pays engagés dans la guerre contre la drogue.

Cette évolution appelle deux remarques. Tout d'abord, elle confirme la focalisation de la lutte antidrogue sur l'Amérique latine, alors que l'héroïne représente une part importante du marché mondial des stupéfiants. L'instrumentalisation politique de la drogue est donc une des constantes dans l'adoption et l'élaboration des politiques de lutte contre ce trafic. La « militarisation » de ce problème a cependant des répercussions importantes, en termes de démocratie interne et de souveraineté nationale, qui ne sont pas toujours prises en compte. Par ailleurs, ce processus se reproduit en ce qui concerne la production scientifique : le volume de travaux sur la cocaïne et sur l'Amérique latine contraste avec la faible production de travaux sur l'opium et l'héroïne dans les pays du Croissant d'or, du Triangle d'or — principaux producteurs d'opium —, mais également dans les pays latino-américains¹.

Les analyses sur la production, la commercialisation et la consommation de drogues illégales sont souvent biaisées par ces différents facteurs, cédant la place à un débat sur un terrain moral ou politique très superficiel². On constate alors que les politiques de lutte contre ces produits illicites ne possèdent pas une base solide qui permette d'évaluer leurs coûts et leurs avantages économiques, politiques et sociaux. L'évaluation quantitative du trafic de drogue n'échappe pas à ce problème, au-delà des limites méthodologiques qu'elle pose et l'analyse économique en est encore à ses débuts.

On se propose de présenter ici, dans un premier temps, quelques caractéristiques du marché des drogues illicites, suivies d'une évaluation (et non pas de l'évaluation) de l'économie de la drogue, tout en insistant sur leurs limites. Dans un deuxième temps, nous analyserons les effets d'une production illicite sur les économies andines et plus particulièrement sur la Colombie, ce qui nous permettra d'illustrer et de nuancer les effets de cette activité dans ces pays.

1. C'est la raison pour laquelle ce travail est centré sur le trafic de cocaïne.

2. Ce qui ne signifie en aucune manière qu'un débat sur le plan éthique doive être écarté.

I — TAILLE ET CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE

Caractéristiques du marché de la drogue

Le cycle productif. — En dehors des analyses micro-économiques ou de celles qui sont consacrées aux marchés parallèles et à la contrebande, peu de travaux ont été élaborés sur l'analyse économique de la drogue¹. L'économie de la drogue peut être caractérisée comme une production marchande de biens illicites. En tant que telle, elle est soumise à une logique d'accumulation : son cycle est en même temps un procès de mise au travail et un procès de valorisation ; on effectue des avances en capital et en travail et on produit une marchandise qu'on offre sur un marché pour en tirer des profits. Mais son caractère illícite différencie cette activité des autres formes de capital : la rotation du capital est très élevée et les marges de bénéfice très importantes ; le taux de profit élevé attire des nouveaux entrants sur le marché, mais les hauts risques constituent par ailleurs une barrière à la mobilité du capital, ce qui génère une situation de rente pour les agents déjà présents sur le marché. Ce sont ces profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité ; mais c'est aussi parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable. Cette distorsion entre les coûts et les prix crée des profits extrêmement élevés si on les compare aux activités traditionnelles de contrebande. Ces bénéfices ont donc tendance à déborder le circuit de la drogue et à s'insérer dans les circuits économiques légaux à travers des opérations de blanchiment, nécessaires à la reconstitution des avances pour le processus de production.

Les prix. — Si on raisonne en termes d'offre et de demande, les facteurs qui déterminent les prix des stupéfiants dépendent de la forme de ces fonctions. Le marché de la drogue se caractérise par une demande relativement inélastique et une offre élastique. On peut supposer qu'une fraction des profits des trafiquants est réinvestie dans la production, dans l'amélioration de la commercialisation et dans la modernisation des moyens pour contrecarrer la répression. Alors, la fonction d'offre dépendrait du capital accumulé, de l'efficacité du processus de pro-

1. Pour une critique de ces approches, voir *infra*, Pierre Kopp, « Les analyses formelles des marchés de la drogue », p. 565.

duction¹ et des quantités saisies par les autorités. Plus l'excédent croît, plus la production est importante car il engendre une épargne destinée à l'amélioration du processus de production. En gardant l'hypothèse (réductrice²) que la fonction de demande dépend d'un facteur de tendance, le prix de la drogue dépendrait positivement du profit, de sa part accumulée et de la répression. Une augmentation de la répression se traduirait par une baisse de la production, qui aurait tendance à enrayer la baisse du prix. L'augmentation des coûts pour les producteurs se répercute sur les prix de distribution tout au long de la filière et par conséquent sur les marges. Les meilleures conditions de vente entraîneraient alors une augmentation de l'excédent réinvesti et donc de l'offre. Ainsi l'effet initial de la répression serait neutralisé. Ce processus suppose que l'effet du capital réinvesti dans la production l'emporte sur l'effet répression. Par conséquent il y aurait des forces qui tendent à maintenir l'offre à un niveau supérieur à celui de la demande. Ce raisonnement expliquerait la tendance à la baisse des prix de la cocaïne depuis 1982.

L'impact économique. — D'un point de vue macroéconomique, le trafic de drogue a des effets non désirables sur le développement économique. Les analyses de l'industrialisation à partir des ressources naturelles — *Staple theory* —, et plus particulièrement du *Dutch Disease*, montrent que l'exportation de produits de base peut être à l'origine d'obstacles à l'industrialisation et à la diversification des exportations. Dans le cas de produits illégaux, l'afflux de devises vers le marché parallèle tend à fixer le taux à un niveau plus bas que le taux officiel, favorisant ainsi la sous-facturation des importations et la surfacturation des

1. Par processus de production on entend ici les caractéristiques techniques de production (rendements des cultures, disponibilité de produits chimiques, méthodes de fabrication) et les aspects liés à l'organisation même du trafic. En effet, la formation des prix tout au long de la filière dépend aussi du degré de contrôle de la production (pouvoir de marché) et des coûts de transaction propres à l'illégalité. Dans le cas de la cocaïne, bien que les grands trafiquants ne maîtrisent pas intégralement la filière de production, ils en maîtrisent cependant la commercialisation puisqu'ils possèdent des capitaux importants pour corrompre les autorités. La corruption est un moyen pour faciliter la circulation de la marchandise et des matières premières nécessaires au processus de production, mais aussi pour maintenir les prix à un certain niveau. Plus les profits sont élevés, plus la corruption est importante et plus les trafiquants seront libres de fixer (vers le bas) les prix payés aux paysans, ou de faire saisir un chargement concurrent par la police. Voir Alfredo Molano, *Selva Adentro : una historia oral del Guaviare*, Bogota, El Ancora Ed., 1987. Les coûts de transaction sont liés à deux facteurs : d'une part, à l'information imparfaite sur le marché, puisque la fluidité et la transparence n'apparaissent pas comme c'est le cas sur le marché légal ; d'autre part, les coûts sont aussi liés aux risques imposés par la répression. On ne peut pas traiter avec n'importe qui et de ce fait les relations commerciales sont beaucoup plus risquées et les transactions beaucoup plus longues. Le succès relatif de certaines opérations de répression tient plus à la désorganisation du réseau commercial qu'à son effet sur le volume de production.

2. Voir *infra*, Pierre Kopp, « La structuration de l'offre de drogue en réseaux ».

exportations. L'accumulation de réserves, souvent temporaire, correspond à un flux externe de capitaux généralement spéculatif peu enclin à se canaliser vers l'investissement productif et l'accumulation de capital et ne correspond donc pas à une amélioration de la compétitivité internationale de la production domestique. Par ailleurs, la pression à la hausse sur le taux de change stimule la surfacturation des exportations en rendant plus attractive la contrebande pour le blanchiment de dollars. La demande induite par les revenus de la drogue engendre des pressions sur les prix des biens commercialisables et non commercialisables. Cette hausse de la demande peut être compensée par les importations (légalles et/ou illégales), lesquelles concurrencent la production nationale ; la demande supplémentaire sur les biens non commercialisables affecte le secteur exportateur par un détournement de la production vers le marché interne et limite son développement et sa diversification. La généralisation de l'illégalité se traduirait par un déplacement de la production légale en faveur des activités illégales et permettrait au trafic de drogue d'accroître sa participation dans l'économie. Enfin, l'afflux temporaire de devises pose des problèmes en termes de stabilité (et de stabilisation) de l'économie du fait du caractère « volatile » de ces capitaux. On entre ainsi dans un cercle vicieux : en cherchant à limiter les pressions inflationnistes, les politiques monétaires restrictives entraînent une réduction des crédits à l'économie qui à son tour entraîne un transfert de richesse du secteur productif vers les activités spéculatives, rentières par excellence. Les taux d'intérêt réels pratiqués dans le secteur financier favorisent ainsi l'afflux de capitaux, la réévaluation du taux de change, la surfacturation des exportations et par conséquent le développement des activités non officielles.

Le rôle de l'Etat. — L'analyse économique traditionnelle éprouve des difficultés à appréhender l'illégal ; or c'est ce caractère illégal qui rend spécifique la drogue ; non seulement parce que l'illégalité la transforme en marchandise très rentable et violente en même temps, mais aussi parce que le marché de la drogue ne peut être analysé sans prendre en compte l'Etat, car il possède des modalités de fonctionnement dont les formes sont la conséquence de l'action de l'Etat. Marché et Etat ne sont pas contradictoires mais entretiennent des relations organiques. En ce sens, c'est l'élaboration d'un système juridique qui permet à la société de s'organiser et d'élaborer un système de normes nécessaires à la gestion des conflits. « Le marché et son fonctionnement réel n'existent que parce qu'ils sont institués comme système de régulation par un pouvoir qui n'est pas un pouvoir économique. (...) Les marchés naissent comme des objets de stratégies et de politiques, non comme objets économi-

ques. »¹ Le trafic de drogue est influencé par l'intervention de l'Etat plus qu'aucune autre activité économique. Comme le dit P. Kopp, « la configuration du marché est essentiellement la conséquence de l'intervention normalisatrice de l'Etat. En ce sens, les politiques publiques antidrogue doivent être considérées comme constitutives du marché »². C'est la raison pour laquelle on peut parler d' « économie politique de la drogue ».

Les problèmes méthodologiques

L'élaboration d'une estimation fiable de la taille de l'économie de la drogue est impossible. L'illégalité de cette marchandise est source de difficultés méthodologiques liées à l'inexistence de certaines données et aux problèmes de collecte d'informations nécessaires à l'analyse économique. Un simple regard sur les différents travaux d'estimation révèle des divergences considérables et met en question la fiabilité des sources utilisées. On reste donc dans le domaine de la conjecture avec le risque d'accepter des chiffres parce qu'ils sont souvent cités ou utilisés.

Les organismes officiels américains produisent régulièrement des évaluations. Leur méthode consiste en général à estimer séparément l'offre et la demande. Du côté de la demande on cherche à calculer le nombre d'usagers, la fréquence d'usage des produits, les doses consommées et le degré de pureté selon le type d'usager ; cette méthode soulève deux problèmes : d'une part, elle extrapole des statistiques concernant les cas d'hospitalisation d'urgence pour calculer la consommation annuelle totale et généralise ainsi une norme de consommation à l'ensemble de la population censée consommer des stupéfiants ; d'autre part, elle ne possède pas de critères clairs pour mesurer l'usage de drogues et délimiter la population à observer. Du côté de la production, l'évaluation est plus complexe pour des produits tels que l'héroïne ou la cocaïne ; le processus de production de l'héroïne comporte seize étapes et celui de la cocaïne trois ; on possède des informations sur les prix moyens payés pour le pavot et la coca, la productivité moyenne des cultures, les prix moyens pratiqués pour l'opium et la pâte de cocaïne et les prix de vente sur les marchés d'exportation. Cependant pour calculer le volume de production, on ne possède pas d'informations très fiables sur

1. Jean Cartier-Bresson, « Corruption et théories libérales », contribution au « Séminaire sur Politiques économiques et changements structurels en Amérique latine », Salvador de Bahia, UFBA-GREITD, novembre 1991, p. 5-6.

2. Pierre Kopp, *op. cit.*

les surfaces cultivées (du fait en particulier de l'existence de régions non exploitées ou non connues), sur les coefficients de conversion à chaque étape, sur le nombre de laboratoires et leur capacité de production, sur les coûts de matières premières et de transport et sur les exportations en gros et au détail.

L'incohérence des évaluations tient aussi aux conjectures politiques et au volume de financements extérieurs disponible pour la lutte contre la drogue. Il y a, d'un côté, les pays qui tentent de minimiser l'importance du trafic pour montrer le succès des politiques de répression et d'éradication des cultures traditionnelles illicites. C'est le cas des Etats-Unis, bien que parfois les différents organismes chargés de la répression surestiment le trafic pour se voir octroyer des lignes budgétaires destinées à ces fins. D'autre part, il y a les pays qui publient des chiffres à la hausse pour canaliser des ressources financières supplémentaires, en théorie nécessaires à l'effort militaire et aux plans de développement de cultures de substitution.

Les estimations

En 1984, le FMI nomma une commission chargée d'étudier les discordances dans les soldes de la balance mondiale des opérations courantes. En principe, les différentes balances nationales doivent s'équilibrer, la somme des déficits et des excédents de l'ensemble des pays devant être nulle. Cependant, depuis le début des années 80, on constate des trous noirs qui varient de 17 à 110 milliards de dollars et qui auraient échappé à la comptabilité des balances nationales entre 1977 et 1989¹. Le quasi-équilibre du début des années 70 s'est transformé en un déficit de 20 milliards de dollars en 1978, pour atteindre 109 milliards de dollars en 1982 et régresser à 57 en 1986². Ces écarts montrent la difficulté à recenser les flux de capitaux en provenance des financements très importants opérés sur les places financières traditionnelles ou extraterritoriales, dans un contexte de déréglementation et de développement de nouveaux produits financiers.

Cet écart comprend entre autres les revenus d'investissements directs, les fuites de capitaux, l'évasion fiscale mais aussi une partie de l'argent de la drogue difficile à évaluer. Les estimations du marché de

1. Voir Le fléau de la balance des paiements, *Dynasteurs*, Paris, janvier 1989.

2. Shuja Nawaz, L'origine du déséquilibre de la balance mondiale des opérations courantes, *Finances et développement*, FMI, Washington DC, septembre 1987.

TABLEAU 1. — *Production mondiale de drogues (en tonnes)*

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Département d'Etat américain, BINM, *International Narcotics Control Strategy Report*, mars 1990.

stupéfiants au détail, c'est-à-dire ce qui est dépensé par les consommateurs, varient de 150 à 800 milliards de dollars. La commission antinarco-tiques du G7 estime que le marché mondial de la drogue représente entre 600 et 800 milliards de dollars, alors que la sous-commission des narcotiques du Sénat américain avance le chiffre de 300 milliards de dollars, dont le tiers représenterait le seul marché américain, c'est-à-dire entre 100 et 110 milliards de dollars¹. Le rapport annuel de la NORML (Organisation nationale pour la Réforme des Lois sur l'usage de la Marijuana) estime à 500 milliards de dollars le marché mondial des stupéfiants, dont 98 % seraient restés dans les mains des pays industrialisés et seulement 2 % reviendraient aux trafiquants des pays producteurs². Malgré les différences entre ces chiffres, on peut faire deux constatations : la première, c'est que le marché américain est le plus grand marché de stupéfiants au monde ; la consommation y représenterait entre 30 % et 50 % du marché mondial ; la deuxième, c'est que la partie la plus importante des profits de ce trafic reste dans les pays consommateurs ; d'abord, parce que les pays producteurs-exportateurs contrôlent une partie de la vente en gros et très peu la vente au détail où le prix de la drogue est le plus élevé et les marges les plus importantes, ensuite, parce que les prix augmentent considérablement en aval de la filière, le prix d'exportation à la frontière du pays producteur ne représentant qu'une faible partie du prix de vente au détail sur le marché américain ou européen. C'est là une des raisons qui font que la répression au niveau de la production est un échec. Une grande répression a un impact sur les prix du fait qu'elle accroît les risques et les coûts, mais le segment le plus rentable se trouve dans la distribution au détail. La plus grande partie des bénéfices du trafic reste donc dans les pays consommateurs et le blanchiment de l'argent de la drogue se fait à travers le système financier mondial. Le scandale de la BCCI illustre en partie l'hypocrisie qui a toujours existé en ce qui concerne la circulation de l'argent de la drogue dans le système financier international ; les succès en matière de répression du blanchiment de capitaux illicites ne représentent jusqu'à aujourd'hui qu'une faible partie de ces opérations. En effet, si l'on en croit les chiffres, sur les 600 milliards de dollars de flux non officiels, 225 proviendraient du blanchiment de l'argent de la

1. Voir Eduardo Crawley, *Trafico de drogas en América Latina*, *Latin American Newsletter Ltd*, Londres, 1991.

2. Voir Edgar Saavedra Rojas, *Farmácos y estupefacientes : política y moral*, *Drogas : problemática actual en España y América*, Fernando Velasquez (Ed.), Bogota, Temis, 1989, et W. Lee Rensselaer III, *Dimensions of the South American cocaine industry*, *Mimeo*, Mississippi State University, 1988.

drogue¹. L'engagement de la BCCI dans des activités illicites a servi à masquer temporairement la disparition de 7 milliards de dollars sur un actif total de 20 milliards. Cependant, comme le dit Ibrahim Warde², ces opérations ont représenté un transfert de fonds du Sud vers le Nord : ce sont les filiales du Tiers Monde qui ont fait faillite et non pas les filiales occidentales qui étaient sous surveillance des autorités monétaires respectives. La déréglementation et l'imbrication croissante des systèmes financiers ne peuvent que favoriser les mouvements de capitaux internationaux et, par conséquent, la circulation de cet « argent sale ».

Les principaux marchés

L'héroïne. — Trois groupes de pays constituent les principaux producteurs d'héroïne :

— *Le Croissant d'or* (Afghanistan, Iran, Pakistan) : cette région exporte 70 % de l'héroïne consommée en Europe (1 million de héroïnomanes) et 25 % à 50 % aux Etats-Unis (500 000 héroïnomanes). L'Afghanistan est le deuxième producteur mondial d'opium après la Birmanie (voir tableau 1) avec 500 à 800 t en 1990. Les exportations d'héroïne de l'Afghanistan et du Pakistan vers l'Europe seraient de 150 t par an³.

— *Le Triangle d'or* (Birmanie, Laos, Thaïlande) : ces trois pays exportent 17 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis⁴, la Birmanie étant le plus grand producteur mondial d'opium avec un total estimé à 2 780 t pour l'année 1990.

— *Le Liban, le Guatemala et le Mexique*, ce dernier fournissant 33 % de l'héroïne sur le marché américain.

Ces pays totaliseraient selon le Département d'Etat américain une production qui varie de 4 000 à 4 700 t d'opium en 1990. En sachant qu'en moyenne 500 000 fleurs de pavot produisent 10 kg d'opium, qui permettent de fabriquer 1 kg d'héroïne, la production potentielle serait comprise entre 400 et 470 t d'héroïne. Il faudrait aujourd'hui ajouter les pays de l'Est, cultivateurs traditionnels de pavot, l'Inde dont la production légale pour l'industrie pharmaceutique est importante, mais dont

1. Voir Frédéric Clairmonte, La banque à abattre, *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 1991.

2. Voir *Le Monde diplomatique*, Paris, décembre 1991, p. 2.

3. Alain Labrousse, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991.

4. W. Lee Rensselaer III, *Trafico de drogas y países en desarrollo*, *Economía y política del narcotráfico*, B. M. Bagley et J. G. Tokatlian (Ed.), Bogota, CEI, CEREC, Uniandes, 1990.

une partie serait détournée pour le trafic, et la Colombie où les perspectives de développement de la culture de pavot et sa transformation sont prometteuses.

L'héroïne est une marchandise à forte valeur ajoutée, ce qui la rend très rentable. Depuis le pavot jusqu'au produit final il y a seize opérations, processus beaucoup plus long et complexe que celui de la cocaïne. Le prix de revient de 10 kg d'opium varie entre 1 000 et 1 500 \$ et le kilogramme d'héroïne obtenu est vendu au détail sur le marché américain entre 1,5 million et 2 millions de dollars (voir tableau 2).

TABLEAU 2. — *Formation des prix de l'héroïne*

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Jean-François Couvrat, Nicolas Pless, *La face cachée de l'économie mondiale*, Ed. Hatier, 1989.

Donner un ordre de grandeur du marché des opiacés est difficile. Le prix de vente du kilogramme d'héroïne n'est pas le même selon le marché et les chiffres peuvent évoluer. A titre indicatif on peut citer le calcul élaboré par Jean-François Couvrat et Nicolas Pless qui estime le marché à 71 milliards de dollars (valeur au détail) dont 39 en Europe et 28 aux Etats-Unis ; selon W. Rensselaer, le marché de l'héroïne au détail dans ce pays varie de 10 à 10,6 milliards de dollars en 1986 avec un total de 6,5 t importées, dont le prix au détail du kilogramme varierait de 1,5 à 1,6 million de dollars¹.

La cocaïne. — Le marché de la cocaïne a subi des transformations importantes ces dernières années : apparition de cultures de feuilles de coca en quantités importantes au Brésil et en Equateur ; développement de nouvelles routes par le Venezuela, le Brésil et les pays du cône Sud ; développement significatif de la production et de l'exportation de cocaïne en Bolivie. Ces changements sont la conséquence, à la fois, de la plus forte répression du trafic en Colombie et aux frontières des Etats-Unis, d'une tentative pour ouvrir le marché européen et de l'ouverture de nouveaux marchés tels que le Japon et le Moyen-Orient.

1. Voir W. Lee Rensselaer III, *Trafico de drogas...*, *op. cit.*

Les principaux producteurs de feuilles de coca sont le Pérou (100 000 à 200 000 ha), la Bolivie (60 000 à 100 000 ha) et la Colombie (22 000 à 42 000 ha) ; le Brésil et l'Équateur représentent encore une part relativement faible estimée 2 % du total. Sur cette surface cultivée une partie est destinée à la demande traditionnelle estimée à 10 000 ha au Pérou, 12 000 ha en Bolivie et 6 000 ha en Colombie ; il y aurait donc un total disponible pour la production de cocaïne de 154 000 à 314 000 ha¹. Selon le Département d'État américain, les surfaces cultivées en 1989 seraient de 120 415 ha en Pérou, 53 920 en Bolivie et 42 500 en Colombie².

La plupart des estimations sur la surface cultivée se situent dans une fourchette relativement cohérente. Le calcul est moins homogène en ce qui concerne la production potentielle de cocaïne, car celle-ci dépend de la productivité moyenne par hectare retenue et des différents coefficients de conversion estimés lors du processus de production. En effet, la production de cocaïne se réalise en trois étapes :

- la préparation de la pâte à partir des feuilles séchées ;
- la transformation de la pâte en cocaïne base ;
- le raffinage de la base en chlorhydrate de cocaïne.

Ce processus nécessite l'utilisation de divers produits chimiques (kérosène, essence, acétone, éther, etc.). Mais les techniques changent par l'effet d'apprentissage, par l'indisponibilité de certains produits du fait de la répression (ce qui oblige à utiliser des produits de substitution) ou tout simplement par l'utilisation de nouveaux procédés plus efficaces. Il est donc difficile d'avoir des coefficients de transformation homogènes d'autant plus que le contenu des feuilles en alcaloïde change selon la variété de l'arbuste.

On présente ci-dessous deux estimations avec des coefficients de transformation et des rendements différents ; elles donneront un ordre de grandeur et illustreront les écarts qui peuvent exister.

A partir des chiffres fournis par le Département d'État américain, on a calculé les capacités de production avec les hypothèses figurant au bas du tableau 3.

Les capacités de production de cocaïne pour les trois pays andins sont comprises entre 270 et 360 t pour la période 1988-1990. En supposant que toute la production est exportée et vendue à un prix de gros aux États-Unis de 22 500 \$ par kilogramme, les revenus bruts des pays

1. Voir Eduardo Crawley, *op. cit.*

2. United States Department of State, Bureau of International Narcotics Matter, *International Narcotics Control Strategy Report*, mars 1990.

TABLEAU 3. — *Capacités de production de cocaïne (en tonnes)*

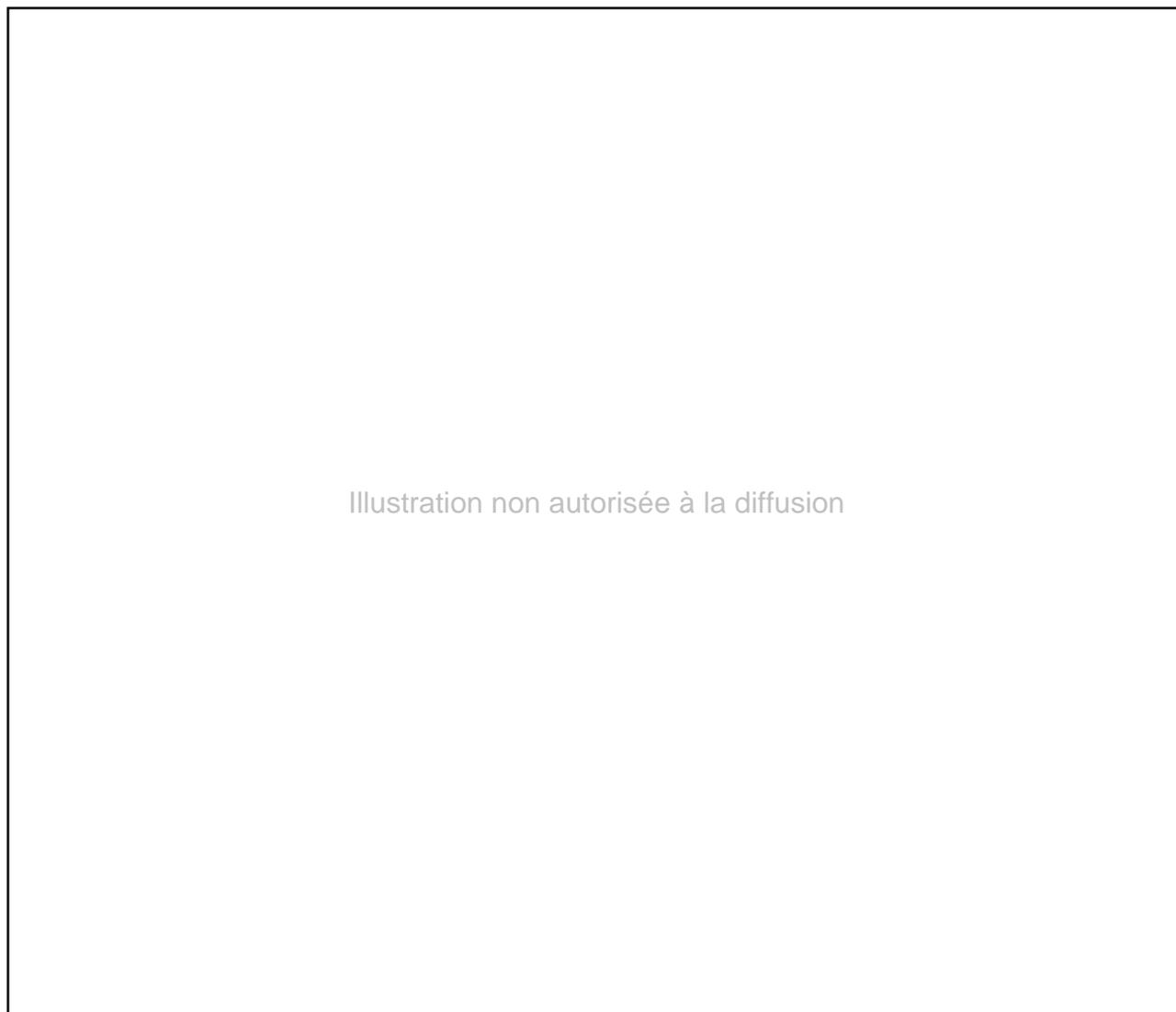


Illustration non autorisée à la diffusion

Source : BINM, *INCSR*, 1990, et calculs de l'auteur.

andins s'échelonnaient de 6 à 8 milliards de dollars par an. Néanmoins, les estimations du tableau 3 pourraient se révéler sous-évaluées si on tient en compte que les coefficients de transformation sont régulièrement utilisés sur plusieurs années par les agences américaines et ne reflètent donc pas les changements techniques et l'augmentation de la productivité. D'après le rapport du BINM, la fabrication de cocaïne

TABLEAU 4. — *Production de cocaïne (1990)*

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Eduardo Crawley, *Trafico de drogas en América Latina*, *Latin American Newsletter Ltd*, Londres, 1991.

s'intensifierait dans les pays andins du fait d'une amélioration des processus de production. Bien que la Colombie produise encore la plus grande part de la cocaïne, un déplacement des opérations en aval de la filière vers la Bolivie s'est produit ces dernières années. Les trafiquants boliviens maîtrisent déjà l'ensemble du processus de production ; néanmoins, on estime que 65 % de la pâte de cocaïne bolivienne et 90 % de la pâte péruvienne sont exportés en Colombie pour être transformés en chlorhydrate de cocaïne.

L'estimation de Eduardo Crawley est nettement plus élevée malgré une fourchette semblable en ce qui concerne les surfaces cultivées. Cette grande différence est due à une productivité par hectare estimée plus élevée (1,7 t de coca/ha au lieu de 0,8) et un coefficient de transformation coca/pâte de 100 : 1 au lieu de 200 : 1.

Ce calcul de la production potentielle de cocaïne semble élevé par rapport aux chiffres généralement avancés. Cependant, il est proche des estimations du Département d'Etat américain (776 t en 1989 pour les trois pays). Le tableau 5 permet de calculer la valeur du marché global et illustre la formation des prix tout au long de la filière depuis la feuille de coca jusqu'à la vente de la cocaïne sur le marché au détail.

TABLEAU 5. — *Prix en dollars/kilogramme*

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Eduardo Crawley, *op. cit.*

Les prix de gros semblent être sous-estimés. En effet, après avoir culminé à 60 000 \$ par kilogramme en 1982, ils baissent aux Etats-Unis à 40 000 \$ par kilogramme en 1985. Selon le DEA, les prix sont remontés à partir de 1990, après avoir connu un niveau de 15 000 \$. Vers la mi-1990 ils seraient remontés entre 25 000 et 35 000 \$ le kilogramme selon les villes, mais le degré de pureté serait passé de 80 %-90 % à 50 %-60 %¹.

1. *El Tiempo*, Bogota, 14 juin 1990.

TABLEAU 6. — *Marché de la cocaïne* (millions de dollars)



Source : Eduardo Crawley, *op. cit.*

TABLEAU 7. — *Marché américain*



Source : Eduardo Crawley, *op. cit.*

Les consommateurs américains dépenseraient entre 86 et 188 milliards de dollars en cocaïne. Cette évaluation semble cependant sur-estimée par rapport aux calculs élaborés par d'autres sources. Plus de 91 % de ce montant resterait aux Etats-Unis (entre 79 et 172 milliards de dollars), mais il faudrait rajouter à ce chiffre les revenus en provenance de l'héroïne, de la marijuana et des produits synthétiques fabriqués dans le pays même. La part des exportateurs colombiens dans ce trafic serait de 7 à 14 milliards de dollars de revenus nets, mais il est difficile de connaître le montant qui retourne et qui est investi en Colombie. Une grande partie des paiements de transport ou de produits chimiques se fait à l'extérieur, ou bien circule à l'intérieur du pays et repart à l'étranger. Eduardo Crawley estime que 1,5 à 2 milliards de dollars circuleraient en Colombie, mais que seule une faible partie resterait dans le pays. Parmi les travaux colombiens, celui de Salomon Kalmanovitz¹ estime à 6 milliards de dollars les revenus des trafiquants colombiens en 1989, avec 220 t exportées, ce qui est le chiffre le plus élevé. Le Pérou recevrait entre 1,3 et 2,8 milliards de dollars dont une grande partie resterait sur place puisque les Péruviens produisent la coca et la pâte vendue principalement aux trafiquants colombiens. Enfin, la Bolivie aurait accru sa participation aux revenus du trafic de cocaïne qui seraient supérieurs aux bénéfices en provenance de l'exportation de pâte de cocaïne. Une plus grande intégration du processus de production provoque le maintien en Bolivie d'une part plus importante de revenus.

Marijuana et haschich. — Le marché de la marijuana a présenté des changements importants depuis les années 70. Au milieu de cette décennie, la Colombie en était le principal producteur, avec 79 % du total en 1981. A partir de cette date, sa participation diminue du fait des mesures d'éradication et par suite du développement de variétés plus puissantes en Jamaïque et aux Etats-Unis ; le National Narcotics Consumers Committee des Etats-Unis (NNICC) estime que la production serait de 6 400 t en 1989, bien que ce ne soit pas mentionné au tableau 1. Le Mexique est le premier producteur mondial avec 47 600 t environ en 1990, chiffres réévalués selon le rapport du Département d'Etat du fait de l'extension récente des surfaces cultivées. Les Etats-Unis seraient par conséquent le deuxième producteur mondial de marijuana.

1. Salomon Kalmanovitz, La economía del narcotráfico en Colombia, *Economía Colombiana*, n° 226-227, Bogota, février-mars 1991.

TABLEAU 8. — *Production de marijuana*
(part dans l'offre totale)

Illustration non autorisée à la diffusion

(Pris de H. J. Gomez, *La economía ilegal en Colombia, Economía y política del narcotráfico, op. cit.*)

Source : NNICC, *Narcotics Intelligence Estimates* ; BINM, *International Narcotics Control Strategy Report*, 1986.

Peu de chiffres sont publiés concernant le marché mondial de marijuana et de haschich. Ceci est peut-être lié à un certain désintérêt dû à la focalisation sur la cocaïne, au développement de la production aux Etats-Unis et à la relative banalisation de la consommation. Malgré l'éradication, certains pays comme la Colombie continuent à en exporter un volume non négligeable, mais ce trafic s'efface devant la « guerre » à la cocaïne. Néanmoins ces exportations représentent pour ce dernier pays entre 89 et 300 millions de dollars par an¹. Le marché mondial pourrait aller de 52 milliards de dollars — dont 10 en Europe, 40 aux Etats-Unis et 2 dans le reste du monde² — jusqu'à 67³. Selon W. Lee Rensselaer, le seul marché américain au détail de la marijuana représenterait entre 11 et 40 milliards de dollars, chiffre comparable à celui de l'héroïne. La NORML dans son rapport de 1986 estime que la marijuana est le premier produit agricole des Etats-Unis avec un chiffre d'affaires de 26,7 milliards de dollars, supérieur aux 10,9 obtenus par les agriculteurs avec le maïs⁴.

1. Voir *Economía y narcotráfico, Economía Colombiana*, n° 226-227, Bogota, février-mars 1990.
2. Jean-François Couvrat, Nicolas Pless, *op. cit.*
3. Alain Labrousse, *op. cit.*
4. Edgar Saavedra Rojas, *op. cit.*

II — DROGUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : UNE RELATION AMBIGUË

Le développement de l'industrie de la cocaïne dans la région des Andes a eu un impact certain sur les pays producteurs. D'une part, par ses implications économiques (effets dynamisants à court terme, mais ambigus à moyen et long terme), sociales (irrigation du tissu social et renforcement de la violence) et politiques (accentuation de la perméabilité de l'Etat qui appelle à une conception de plus en plus autoritaire de celui-ci). D'autre part, par la « narcotisation » des relations entre les Etats-Unis et la région. Cependant, les effets sont différents selon les pays en raison de leurs structures et de la place occupée dans le processus de production et de distribution de ce produit illicite. Seule la position ambiguë face aux bénéfices de la drogue a été une constante dans tous les pays impliqués. Les pays andins basculent constamment entre une attitude cohérente vis-à-vis de la politique américaine de lutte antidrogue (tout en essayant de minimiser les coûts que celle-ci représente au niveau interne) et la volonté — plus ou moins avouée — de canaliser les profits issus de cette activité illégale.

Crise économique, hyperinflation et drogue : la Bolivie et le Pérou

La Bolivie. — La crise externe du début des années 80 a affecté plus particulièrement la Bolivie, pays très dépendant de l'exportation de matières premières. Sa base industrielle ne représentait que 12 % du PIB en 1985 et l'étain et le gaz naturel constituaient 79 % de ses exportations légales. L'effondrement du marché de l'étain et le poids croissant du service de la dette (très concentrée dans le secteur public) ont entraîné une profonde récession. A la fin de l'année 1981, le ratio dette externe/PIB était de 80 % et la dette représentait 306 % des exportations de biens et services. Le crédit externe avait permis de financer les programmes d'investissement public et le paiement du service de la dette jusqu'au début des années 80. La hausse des taux d'intérêt et le poids croissant de la dette ont réduit les réserves en devises et la rapide dévaluation de la monnaie a eu un impact négatif sur le déficit fiscal. La crise internationale de la dette s'est traduite par un arrêt brutal des crédits externes, ce qui a conduit à l'hyperinflation. Entre 1980 et 1985, le PNB a diminué de 20 % et l'investissement est passé de 13 à 5,7 % du PIB. Le

PIB par tête s'est réduit de 30 % entre 1980 et 1984 et le taux de chômage est passé de 5,8 à 15,5 % sur la même période¹. La hausse des prix a été de 20 000 % entre août 1984 et août 1985 et elle atteignait 60 000 % en projection annuelle, sur la seule période de mai-août 1985. Le paiement au titre du service de la dette a entraîné un transfert net négatif de 190 millions de dollars en 1983, équivalent à une ponction de 5,6 % du PNB bolivien². Dans ce contexte hyperinflationniste et d'épuisement des réserves, le déficit fiscal s'est accru par les mécanismes traditionnels de l'effet Tanzi-Oliveira et par la chute des recettes fiscales en provenance du secteur externe³. Les recettes du gouvernement central sont tombées de 9 % du PIB en 1981 à 1,3 % dans la première moitié de 1985 et le déficit a atteint 27,4 % du PIB⁴.

Les capitaux illégaux en provenance du trafic de cocaïne ont été sans aucun doute un amortisseur à la crise sociale et économique. On estime à 600 millions de dollars par an la part des bénéficiaires rapatriés⁵, ce qui équivaut à l'ensemble des exportations légales ; mais ce montant peut être sous-estimé si on tient en compte le rôle croissant de la Bolivie dans la production et l'exportation de cocaïne. Le plan de stabilisation de 1985 n'aurait pas eu le succès qu'il a connu pour arrêter l'hyperinflation, sans l'afflux des capitaux en provenance de la drogue et des placements à l'étranger de résidents boliviens. Les principales mesures de ce plan concernaient en particulier :

- l'assainissement fiscal : augmentation des prix de l'essence et du pétrole au niveau des prix du marché mondial, augmentation des tarifs publics et réduction des dépenses publiques ;
- la libéralisation du régime des changes et l'amnistie fiscale pour les capitaux placés à l'étranger dont l'origine ne serait pas soumise à des enquêtes.

Le boliviano a été dévalué de 95 % pour ramener le taux de change officiel, vis-à-vis du dollar, au niveau du taux de change parallèle, dont le différentiel positif était de 1 476,4 % au mois d'août 1985. Un système

1. Juan Antonio Morales, La inflación y la estabilización en Bolivia, *Inflación y estabilización : la experiencia de Israel, Argentina, Brasil, Bolivia y México*, M. Bruno, G. di Tella, R. Dornbusch, S. Fischer (comp.), El Trimestre Económico, Fondo de Cultura Económica, México, 1988.

2. Jeffrey Sachs, The Bolivian hyperinflation and stabilization, *NBER Working paper*, n° 2073, novembre 1986.

3. Les impôts liés au commerce extérieur représentaient en moyenne 55 % des ressources de l'Etat entre 1981 et 1985. Voir J. A. Morales, *op. cit.*

4. Jeffrey Sachs, *op. cit.*

5. Peter Andreas, Coletta Youngers, us Drug Policy and the Andean Cocaine Industry, *World Policy Journal*, été 1989.

de vente aux enchères des devises (*el bolsin*) fut mis en place ; la Banque centrale y vendait les devises au public, le taux de change étant fixé par la dernière enchère du jour. Par ailleurs on éliminait les plafonds des taux d'intérêt et on autorisait l'ouverture de comptes courants en dollars. Ces mesures étaient accompagnées d'une libéralisation du commerce extérieur.

Entre janvier 1986 et juin 1987, 300 millions de dollars ont ainsi été rapatriés et 80 % des devises circulaient à travers la Banque centrale¹. La balance des paiements enregistrait un surplus de 417 millions de dollars en 1987, dont 226 sur la rubrique « erreurs ou omissions ». Cette nouvelle politique des changes a été, *de facto*, une légalisation du marché parallèle des devises, ce qui a permis de maintenir un taux de change unique stable et d'améliorer la situation externe. Sur le plan social, la fermeture des mines d'étain a entraîné le licenciement de 20 000 mineurs et le chômage ouvert touchait 35 % de la population active à la fin de 1988 ; la culture de feuilles de coca a absorbé une partie importante de ces chômeurs. Près de 350 000 personnes vivaient directement de cette activité selon le ministère de l'Intérieur². L'impact des capitaux illégaux dans le secteur productif est toutefois limité. A la différence de pays comme la Colombie, les groupes qui dominent le trafic de cocaïne en Bolivie ont toujours été liés aux élites économiques et militaires, lesquelles sont aussi des propriétaires terriens et des commerçants. Les investissements se sont canalisés vers des secteurs plus traditionnels tels que l'agriculture, l'élevage, le commerce ou le secteur financier. Malgré l'arrêt de l'inflation, la politique d'ajustement a eu un effet dépressif sur l'activité économique et l'afflux de capitaux a répondu plutôt à des comportements spéculatifs dans un contexte de taux d'intérêt très élevés. La rentabilité élevée des placements financiers ne favorisait pas l'investissement productif dans un pays où la base industrielle est étroite et la croissance économique très faible. La cocaïne a eu un effet amortisseur très important comme on l'a déjà vu. L'Etat bolivien étant un Etat rentier — au sens où une partie substantielle de ses revenus sont d'origine externe, de telle manière que leur volume et l'orientation ne sont pas maîtrisés complètement —, il reste très dépendant des exportations de produits de base, dont la coca et la cocaïne ont un poids non négligeable. Néanmoins, affirmer qu'il s'agit d'une « économie de la cocaïne » est une simplification pour le moins abusive et journalistique.

1. Banking on more than tin and coca, *Euromoney*, juin 1987.

2. Humberto Campodonico, La política del avestruz, *Coca, cocaína y narcotráfico : el laberinto de los Andes*, Lima, Ed. Diego Garcia Sayan, Comisión Andina de Juristas, 1989.

Le Pérou. — Le Pérou est principalement un pays exportateur de matières premières pour l'industrie de la cocaïne. Il est le premier producteur de feuilles de coca dont une grande partie est transformée en pâte de cocaïne vendue aux trafiquants colombiens. Ces exportations représenteraient entre 1,3 et 2,8 milliards de dollars mais, selon le Département d'Etat américain, ce montant s'élèverait à 700 millions de dollars en 1988 dont la moitié resterait effectivement dans le pays. Cependant, différentes sources péruviennes estiment ces évaluations trop faibles. Elles calculent que 1,2 milliard de dollars ne quittent pas l'ensemble du pays dont 600 millions pour la seule région du haut Huallaga¹. Selon les différentes estimations, ces revenus représenteraient entre 30 % et 75 % des exportations légales du Pérou.

A partir de 1978, le gouvernement du général Morales Bermudez libéralise partiellement le marché des changes en autorisant les banques commerciales à négocier librement les devises, à ouvrir des comptes en dollars et on crée des certificats de change négociables libellés en dollars (Certificados Bancarios de Moneda Extranjera). Ces mesures ont permis au Pérou de capter une partie des capitaux procurés par le trafic de drogue. Entre 1979 et 1982, 2,1 milliards de dollars ont ainsi été rapatriés, attirés par l'amnistie fiscale en vigueur². A partir de 1983, la crise externe et la récession s'accroissent. Le PIB chute de 12 % et le taux d'inflation annuel atteint 250 %. Cette situation va s'aggraver avec l'arrêt des flux financiers internationaux et l'impossibilité de continuer à assurer le service de la dette externe. En 1985, la mise en place par le gouvernement Alan Garcia du Plan d'ajustement hétérodoxe permet d'améliorer temporairement la situation économique. Cette politique visait à réduire l'inflation par un blocage des prix, à accroître la demande interne et à relancer la production. La relance s'est traduite par un accroissement du revenu des couches les plus défavorisées, l'inflation a été ramenée fin 1986 à un rythme annuel inférieur à 70 % grâce au contrôle des prix, aux subventions des produits alimentaires et à l'existence de capacités de production inutilisées qui ont permis de maintenir un rythme de croissance soutenu. Le PIB a augmenté de 8,5 % cette même année, entraîné par le dynamisme des secteurs du bâtiment public et du textile.

Tout au long de cette période, le gouvernement n'a pas interdit la captation des devises en provenance du marché parallèle, malgré les

1. Cynthia McClintock, *The War on Drugs : the Peruvian Case*, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 30, n° 2/3, Miami, été/hiver 1988.

2. Voir Cynthia McClintock, *op. cit.*

restrictions qui avaient été imposées sur la détention de monnaies étrangères. Ainsi la Banque centrale continuait à acheter une partie importante de devises sur ce marché. La faible plasticité de l'appareil productif, l'épuisement des devises et le manque de crédits étrangers ont montré les limites de cette politique économique. Les réserves en devises se sont effondrées, passant de 1,8 milliard de dollars en juillet 1985 à 43 millions en décembre 1987. La libération des prix et la dévaluation de la monnaie ont accéléré l'inflation qui atteignait 110 % en septembre 1988 (1 722 % en taux annuel). A ces facteurs se sont ajoutés les prix déprimés sur le marché du pétrole, les fuites de capitaux et le manque de devises pour importer les équipements nécessaires à la production industrielle. Dans ces conditions le déficit fiscal a atteint 8,5 % du PIB, l'investissement s'est effondré et le PIB a diminué de 9 %¹. En janvier 1988 un décret ordonne explicitement d'utiliser les devises du marché parallèle. Le régime des changes est libéralisé, les maisons de change sont à nouveau autorisées, de même que l'ouverture de comptes courants en dollars. Enfin une amnistie fiscale est décrétée, les exportateurs reçoivent des « Certificats de Libre Disponibilité » jusqu'à concurrence de 50 % des devises et on libère les importations à condition que les importateurs acquièrent les devises sur le marché parallèle. Ce dernier est ouvertement organisé au Pérou ; à Lima, la rue Ocona est le lieu où se tient le marché parallèle des devises. Les vendeurs de pâte de cocaïne du haut Huallaga viennent changer leurs dollars et on estime que 3 millions de dollars par jour sont échangés sur ce marché.

L'impact réel du trafic de drogue dans l'économie péruvienne est difficile à évaluer. Sa position dans la filière de production (producteur de feuilles de coca principalement) pourrait bénéficier à une part plus importante de la population, contrairement à la Colombie où la transformation de la pâte et l'exportation de gros de cocaïne touchent des groupes plus restreints. On estime que la plupart des 60 000 à 100 000 familles qui habitent dans le haut Huallaga cultivent entre 1 ou 2 ha de coca et perçoivent un revenu de 8 000 à 50 000 \$ par an². Comme pour les autres pays, la cocaïne joue un rôle d'amortisseur dans un contexte de crise économique. Peu d'informations existent concernant les secteurs où les capitaux illégaux se dirigent. Mais dans un contexte récessionniste et hyperinflationniste, ce sont les activités spéculatives qui sont les plus dynamiques au détriment de l'investissement

1. Voir Bernard Maris, Le Pérou, l'hyperinflation et la récession, *Le Monde*, Paris, 10 octobre 1989.

2. Cynthia McClintock, *op. cit.*

productif. Au Pérou, les banques commerciales ont su s'adapter à cette situation dans un contexte réglementaire permissif. Elles possèdent des succursales dans les zones de culture et recyclent ainsi une partie de cet argent à travers le système bancaire. Face à la désindustrialisation et à la financiarisation de l'économie, le système bancaire joue de moins en moins son rôle d'intermédiaire pour canaliser l'épargne et financer les activités productives.

*Drogue, « Dutch Disease » et modernisation :
le cas colombien*

La Colombie est le pays où le trafic de cocaïne a été le plus rentable mais aussi le plus complexe et violent. L'essor du trafic de drogue coïncide avec une perte de dynamisme de l'industrie et une financiarisation croissante de l'économie. S'il est vrai qu'à court terme, le flux de capitaux en provenance de ce trafic a évité un ajustement moins sévère que dans les autres pays latino-américains, il est vrai aussi que ses effets à moyen et long terme sont ambigus. En effet, l'essor d'un groupe économique illégal puissant a affecté une bourgeoisie industrielle qui était un des piliers de la stabilité politique colombienne. Les ressources externes en provenance du trafic de cocaïne ont modifié sensiblement la formation des profits intersectoriels et l'afflux de produits importés et de contrebande a affecté négativement l'industrie et la diversification du secteur exportateur. Par ailleurs, bien que la pénétration du capital mafioso dans l'agriculture ait permis une relative modernisation, il s'agit d'un modèle éminemment violent qui accentue les conflits ruraux déjà existants.

L'économie colombienne est plus grande et diversifiée que celle du Pérou et de la Bolivie, ce qui la rend moins dépendante du trafic de cocaïne. On estime que les rapatriements de capitaux s'échelonnent entre 750 millions de dollars¹ et 1,5 milliard de dollars², mais pourraient atteindre 2,5 à 3 milliards de dollars par an³. Cette fourchette représente entre 13 % et 55 % des exportations légales de la Colombie. Pendant les années 70, l'économie colombienne a subi des transformations importantes. D'une pénurie chronique de devises (35 millions de dollars en 1968) on passe à une abondance sans précédent (5,3 milliards de dollars en 1981) liée à l'envolée du prix mondial du café et au développement des

1. Latin America killing fields, *The Economist*, 8 octobre 1988.

2. Salomon Kalmanovitz, *op. cit.*

3. Peter Andreas, Coletta Youngers, *op. cit.*

exportations illicites. Cependant, cette nouvelle conjoncture se conjugue avec une perte latente du dynamisme du secteur industriel colombien. Le modèle dit de substitution aux importations montrait ses limites. Alors que l'investissement dans les secteurs de biens intermédiaires et d'équipement a crû à un rythme de 13 % par an entre 1958 et 1977, entre 1978 et 1980 l'investissement diminue de 10 % et de 2 % respectivement¹. Le vieillissement de l'appareil productif a entraîné un ralentissement des gains de productivité et un accroissement de la participation du secteur de biens de consommation non durables. En 1976 le boom des exportations licites et illicites a permis de compenser partiellement cette perte de dynamisme de l'industrie et des exportations dites traditionnelles. Cependant, cet afflux de devises aura des effets pervers. La réévaluation en termes réels de la monnaie (+ 27 % sur la période 1975-1982) a réduit la compétitivité des produits colombiens. Entre 1975 et 1982, le dollar sur le marché parallèle a été coté au-dessous du taux de change officiel, réduisant ainsi les coûts des produits de contrebande. La politique monétaire restrictive a entraîné une hausse des taux d'intérêt favorisant une modification de la rentabilité sectorielle en faveur du secteur financier. La financiarisation croissante de l'activité économique débouchera sur la crise du système bancaire et financier en 1982.

De même que les autres pays impliqués dans le trafic de drogue, les différents gouvernements colombiens ont essayé de canaliser une partie de ses capitaux illégaux. Soit à travers le « compte de services » à la Banque centrale (laquelle avait obtenu l'autorisation de recevoir des dollars sans poser de questions sur leur origine), soit à travers les amnisties fiscales ou l'émission de titres publics librement négociables et libellés en dollars. L'argent de la drogue a été donc un moyen d'éviter les maxi-dévaluations et l'hyperinflation et a servi à financer les fuites de capitaux, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine. Par ailleurs, ces flux de capitaux ont permis l'importation de biens intermédiaires et d'équipement, réduisant temporairement la contrainte externe et permettant ainsi une modernisation de l'appareil productif. Mais la participation directe de l'argent de la mafia dans le secteur industriel n'est pas pour autant évidente. Les secteurs privilégiés pour ses investissements sont l'achat de terres, l'immobilier et les services en général. Ces secteurs sont privilégiés pour des raisons de sécurité et pour trouver une légitimité à travers la conquête d'un espace géographique. Le narcotraffiquant est légal en tant qu'investisseur et propriétaire, mais il est illégal

1. Jorge Child, *Narcotráfico y poder*, *Politeia*, n° 6, Bogota, Universidad Nacional, 1990.

en tant que producteur de cocaïne. C'est en raison de cette absence d'espace politique et social pour cette fraction du capital qu'elle adopte des stratégies d'insertion violentes. La pénétration du capital mafieux dans le secteur agricole a été une véritable contre-réforme agraire qui a modifié profondément la structure et la forme de propriété de la terre. On estime aujourd'hui qu'ils posséderaient 4,3 % du total des terres productives. Leurs liens prouvés avec les groupes paramilitaires et certains secteurs de propriétaires terriens traditionnels leur ont permis d'asseoir un contrôle politique et militaire de certaines régions. Cette concentration de la propriété agricole s'est traduite, paradoxalement, par une modernisation, liée à l'amélioration des infrastructures et à une mécanisation croissante, mais dans le cadre d'un modèle extrêmement violent. Néanmoins, l'introduction de hautes technologies et la modernisation accélérée répondent souvent à un souci de sécurité plus qu'à une logique de rentabilité.

A moyen terme, on constate des restructurations industrielles. Le secteur textile, la métallurgie, l'automobile retrouvent une croissance importante, conjuguée à l'augmentation des exportations industrielles. L'argent de la drogue aurait pu jouer un rôle du fait que ces bénéficiaires cherchent à s'insérer dans les circuits économiques légaux pour réduire les risques de la répression et pour se légitimer socialement. Cependant, la transformation de trafiquants en entrepreneurs industriels est peu probable (en tout cas pour les premières générations de trafiquants). Mais les effets modernisateurs restent ambigus. La modernisation accélérée de certains secteurs altère la formation des profits et entraîne des distorsions économiques. L'utilisation de technologies intensives en capital modifie la gestion de la main-d'œuvre, avec une tendance à la flexibilisation du travail, une réduction de l'emploi ouvrier, un développement du travail à durée déterminée et un affaiblissement des mouvements syndicaux et populaires, notamment dans les régions où ces groupes mafieux sont implantés.

III — CONCLUSION

Le trafic de drogue au niveau mondial a subi de profondes transformations ces quinze dernières années. La crise économique dans certains continents ou le développement de conflits armés régionaux ont été des facteurs qui ont favorisé la production de stupéfiants et son commerce. Selon les estimations du Département d'Etat américain, la disponibilité en héroïne semble augmenter, notamment en Birmanie où les programmes de contrôle ont été suspendus. L'Amérique latine pourrait

augmenter sa participation à la production dans les années à venir du fait des nouvelles perspectives de cette activité en Colombie. En effet, on estime à 22 000 le nombre d'hectares cultivés de pavot. Mais la plus grande quantité disponible de ce produit est aussi le fait de l'augmentation du nombre de consommateurs dans les pays producteurs. On estime à 1,1 million le nombre d'héroïnomanes au Pakistan en 1989 et une augmentation considérable est constatée à Hong-Kong, en Thaïlande, en Malaisie et en Inde. Un autre élément qu'il faut souligner concerne le développement de nouvelles routes de transit. En Europe, la Bulgarie a été une route traditionnelle de transit pour l'héroïne en provenance de Turquie et d'Asie du Sud-Est. Les transformations dans les pays de l'Est pourraient transférer une partie de la production et de l'exportation vers cette zone. Enfin, la Côte-d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria et le Sénégal sont devenus des zones de culture du pavot et surtout de transit de l'héroïne en destination des Etats-Unis et de l'Europe.

En ce qui concerne le trafic de cocaïne, la grande offensive a produit le *balloon effect*, c'est-à-dire le déplacement de la production et du transit vers d'autres zones. La Bolivie a accru sa participation dans la production et l'exportation de cocaïne. Cette activité a été favorisée par le développement de nouvelles routes à travers le Venezuela, le Paraguay, l'Argentine et le Brésil. Ces deux derniers pays sont aujourd'hui d'importants fournisseurs de produits chimiques pour l'élaboration de la cocaïne, conséquence du contrôle sur leurs importations. Par ailleurs, le Brésil serait aujourd'hui la principale route de transit de cocaïne vers l'Europe. On estime ainsi que 25 % de la cocaïne exportée vers ce continent proviendrait du Brésil¹. En ce qui concerne la marijuana, sa relative banalisation, le changement dans la perception de sa nocivité et surtout le rôle de producteur des Etats-Unis ont détourné l'attention de ce marché. Toutefois, il reste actif en Amérique latine : la seule culture de marijuana représente 25 % de la surface de l'Etat de Pernambuco au Brésil. Ailleurs, elle se développe depuis plusieurs années notamment en Afrique.

Les années 80 ont été une « décennie perdue » pour l'Amérique latine mais aussi pour l'Afrique. Le poids de la dette externe, la chute des prix des matières premières, les politiques d'ajustement et la désindustrialisation ont été des facteurs favorables au développement de marchés parallèles légaux et illégaux. La sortie de crise semblerait être la libéralisation du commerce extérieur, des capitaux et la réduction de l'intervention de l'Etat particulièrement à travers les privatisations.

1. Voir *Folha de São Paulo*, 16 novembre 1991, p. 1-5.

L' « Initiative pour les Amériques » pose ces conditions comme préalables à l'ouverture du marché américain aux produits latino-américains. Il s'agit du même traitement donné au problème de la dette extérieure avec un élément supplémentaire qui lie toute coopération économique à la guerre contre la drogue. Malgré la répression dont le trafic de cocaïne a fait l'objet, la libéralisation du commerce extérieur et celle du régime des changes sont des facteurs qui favorisent la circulation de l'excédent de la drogue à travers les circuits économiques légaux. Une fois de plus est mise en évidence l'ambivalence entre les politiques antidrogue, les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis et les politiques de libéralisation imposées par la Banque mondiale et le FMI. Paradoxalement, ces « recommandations » coïncident avec la nécessité par certains Etats de capter les devises du trafic de drogue.

ECONOMICA

Edited by Frank Cowell and David Webb

Economica is devoted to
Economics, Economic
History, Statistics and closely
related problems.

Economica is recognised as
one of the world's leading
journals in economics,
appearing high in the rankings
published by the *Journal of
Economic Literature* and the
Social Science Citation Index.

**Recent and forthcoming
articles include:**

**On the Optimal Design of
Lotteries**

John Quiggin

**Measuring Poverty and
Differences in Family
Composition**

A B Atkinson

**Panel Data Analysis of the
Beveridge Curve**

Axel Börsch-Supan

ORDER FORM

Subscription Rates, Volume 59, 1992

ISSN 0013-0427

ECONOMICA

Individuals £15.00 (UK/Europe), \$30.00 (N America), £15.00 (Rest of World)

Institutions £37.00 (UK), \$72.00 (N America), £40.00 (Rest of World/Europe)

Students £10.00 (UK/Europe), \$18.00 (N America), £10.00 (Rest of World).

Published quarterly

Payment must accompany orders

Please return this form to: Journals Marketing Manager, Blackwell Publishers, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, England. Registered No. 180277. Or to: Journals Marketing, ECCA, Blackwell Publishers, Three Cambridge Center, Cambridge, MA 02142, USA

Blackwell Publishers

Oxford and Cambridge MA